

INTRODUCTION

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET OUVERTURE DES PAYS MÉDITERRANÉENS

Maurice CATIN * et El Mouhoub MOUHOUD**

Il est heureux de voir apparaître, dans une revue économique traitant des questions du développement, un nombre conséquent d'articles concernant les dynamiques internes des pays sud méditerranéens. Il était temps que les questions des investissements directs entrants, de leur faiblesse structurelle et de leurs effets très limités sur l'économie de ces pays viennent se confronter aux dynamiques locales. A trop focaliser l'attention sur les problèmes liés au partenariat euro-méditerranéen, on passe à côté de la nécessité d'analyser le fonctionnement interne des économies et des institutions des pays méditerranéens. Travailler sur les dynamiques internes c'est aussi créer les conditions d'une amélioration indispensable de l'appareil statistique. C'est permettre aux chercheurs d'aller au-delà de la simple réalisation d'enquêtes qui restent trop souvent partielles ou inexploitées. Les articles présentés dans ce numéro couvrent les deux dimensions des économies du Sud de la Méditerranée : les dynamiques internes et les problèmes d'insertion internationale et singulièrement euro-méditerranéenne. D'ailleurs, une meilleure connaissance des dynamiques internes peut amener à expliquer un certain nombre de constats saisissants comme, par exemple, le fait que les pays du Maghreb n'aient pas tenté de coordonner leurs efforts pour signer dans leur intérêt un accord de libre-échange plus symétrique avec l'Union européenne. La connaissance des institutions et de leur fonctionnement dans chacun de ces pays est indispensable à la compréhension de la faiblesse des performances économiques, question récurrente en dépit de taux de croissance récents qui peuvent être enviés par nombre de pays développés.

Commençons par une question fondamentale : comment évoluent les inégalités dans la régions Moyen-Orient et Afrique du Nord ? Quels liens entre les inégalités et la croissance ? Comment réduire la pauvreté ? Ce que l'on observe correspond-il aux prédictions théoriques : la réduction des inégalités et de la pauvreté découlent-elles du processus de croissance ? En effet, selon l'hypothèse de Kuznets (1955), la relation entre inégalité et revenu moyen forme une courbe en U inversé. Dans ce cas, pourquoi constate-t-on à la fois des

* Professeur à l'Université du Sud Toulon-Var, Directeur adjoint du GDR international du CNRS DREEM (Développement des Recherches Economiques Euro-Méditerranéennes).

** Professeur à l'Université Paris-Dauphine, Directeur du GDR international du CNRS DREEM (Développement des Recherches Economiques Euro-Méditerranéennes).

inégalités qui augmentent et une croissance forte dans certains pays en développement ? Dans biens des pays l'amélioration conséquente des indicateurs de développement humain ne s'accompagnent pas d'une réduction significative de la pauvreté. Bien pire, la croissance peut aller de pair avec l'augmentation des inégalités et de la pauvreté. Dès lors, comme le suppose la théorie de la « pro-poor growth », la croissance ne serait pas une condition suffisante et il est utile de distinguer un « effet croissance » et un « effet inégalité ». C'est ce que proposent de vérifier empiriquement Caroline DAYMON et Céline GIMET, dans leur article intitulé « *Les déterminants de l'inégalité et le rôle de l'équité dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du nord* », à partir d'un échantillon de neuf pays de la région (Algérie, Egypte, Iran, Koweït, Jordanie, Maroc, Qatar, Syrie, Tunisie) sur la période 1980-2003, en utilisant une méthode intéressante sur données de panel. Dans ces pays, la croissance est-elle une condition suffisante à la réduction des inégalités ? Le résultat est qu'une baisse des inégalités passe inévitablement par une réduction de l'inéquité sociale. Selon les auteurs, les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient étant encore éloignés du point de retournement défini par la courbe de Kuznets, il convient donc de favoriser les politiques qui réduisent l'inéquité sociale et qui mettent les pauvres au cœur du processus de croissance. Les résultats obtenus montrent que l'ensemble des variables relatives au capital humain et à l'équité sociale a un impact direct sur la diminution des inégalités. Les auteurs considèrent que les principaux enjeux de ce débat se situent dans l'efficacité de l'éducation, la réduction des inégalités de genre et le recours au crédit bancaire dans un contexte d'amélioration de l'efficacité des marchés. On le voit, il ne s'agit pas d'attendre que la croissance joue un rôle dans la réduction de la pauvreté et qu'en outre cette croissance soit soutenue par une ouverture commerciale. Il y a place à une réflexion sur les origines des inégalités et sur les conséquences de leur réduction sur le développement des économies du Sud de la Méditerranée.

La pauvreté et sa persistance peuvent aussi résulter indirectement de l'existence de nombreuses inefficacités sectorielles, comme celles qui peuvent affecter le secteur agricole, secteur clé dans les pays émergents. Ainsi, l'article de Nadia BELHAJ-HASSINE « *Technical efficiency on the Mediterranean countries agricultural sector* » cherche à évaluer de manière générale les sources d'inefficacité dans le secteur agricole pour quatorze pays méditerranéens en recourant à un modèle de frontières de production stochastiques utilisant des données de panel sur la période 1990-2005. L'auteur trouve que les pays sont dans des situations différentes mais constatent partout l'existence d'inefficacités importantes dans la production agricole dans les pays du Sud de la Méditerranée. Les pays de l'Union européenne paraissent en moyenne plus efficaces que ceux du Sud de la Méditerranée. Des pays comme l'Algérie, le Maroc, la Tunisie ou la Jordanie se trouvent dans une situation particulièrement critique et présentent de grandes difficultés dans l'utilisation des ressources. Dans ces conditions, l'ouverture commerciale ne peut être que perdante pour ces pays, d'autant plus que le secteur agricole n'est pas le plus libéralisé du côté des importations européennes : c'est pourquoi l'auteur préconise la mise en place d'un programme de coopération entre les pays

développés et les pays en développement impliqués dans les accords d'association, afin de restructurer les secteurs agricoles des régions affectées par un problème de précarité des ressources et de les aider à survivre à la transition vers le libre-échange. Il existe des solutions internes à ces pays qui permettent d'améliorer l'efficacité de l'agriculture (extension des périmètres irrigués, encouragement à la mécanisation, lutte contre la fragmentation des terres...).

Les structures industrielles ont à leur tour une influence sur la croissance économique des régions à l'intérieur des pays en développement. Dans le cas marocain, Maurice CATIN, Saïd HANCHANE et Abdelkhak KAMAL étudient dans leur article intitulé « *Structure industrielle, externalités dynamiques et croissance locale au Maroc* » cette influence des structures industrielles initiales sur la croissance économique des provinces marocaines entre 1985 et 1999, à l'aide d'un modèle en données de panel à paramètres hétérogènes. Leurs résultats montrent l'importance, selon l'étape de développement régional, de la spécialisation comme de la diversification du tissu productif et une certaine tendance au rattrapage de la région centrale (la métropole du Grand Casablanca), s'orientant vers des activités de moyenne technologie, par des provinces semi périphériques attirant des industries de basse technologie et de l'habillement. L'article peut conduire à s'interroger sur la nature des politiques de développement industriel et d'aménagement du territoire à mettre en œuvre.

D'autres problèmes internes aux pays en développement mériteraient d'être mieux documentés dans le cas des pays du Sud de la Méditerranée, tels que les hiérarchies et les inégalités urbaines, qui jouent un rôle important dans la manière dont les politiques publiques affectent les économies. Michel DIMOU et Alexandra SCHAFFAR proposent ainsi dans leur article « *Evolution des hiérarchies urbaines et loi de Zipf : le cas des Balkans* » une étude intéressante appliquée aux pays des Balkans, qui ont connu durant ces trente dernières années une crise politique, économique et institutionnelle majeure et dont les conséquences migratoires furent fondamentales pour sa démographie. L'étude de la régularité de la distribution des villes selon leur taille, connue plus généralement sous le nom de loi de Zipf, est appliquée aux Balkans. Les auteurs retiennent toutes les villes de plus de 10 000 habitants des dix pays concernés pour les années 1981, 1991 et 2001 (périodes avant, pendant et après la crise dans la péninsule balkanique) et leurs résultats confirment, derrière la forte mobilité, la remarquable permanence de la validité de la loi de Zipf. Les politiques de développement urbain doivent alors tenir compte de la persistance de cette loi statistique, qui reflète, aux yeux des auteurs, l'existence d'une auto-organisation du territoire qui risque de limiter fortement les effets à moyen terme d'actions publiques volontaristes en direction de certains territoires.

Les articles concernant les relations commerciales des pays méditerranéens avec l'Union européenne approfondissent l'impact de la libéralisation commerciale sur les économies marocaine et tunisienne, les conditions d'attractivité des investissements directs étrangers, et les stratégies de localisation des firmes multinationales, concernant l'industrie automobile, permettant de situer le degré d'intégration de la zone euro méditerranéenne.

Rim BEN AYED MOUELHI analyse dans son article « *Impact of trade liberalization on Tunisian manufacturing: structure, performance and employment* » l'impact de la libéralisation commerciale sur l'industrie manufacturière tunisienne entre deux périodes caractérisées par des régimes commerciaux différents à l'aide de tests non paramétriques : la période d'avant l'ouverture (1987-1995) considérée comme une période de mise œuvre d'une politique de substitution à l'importation et de protection des industries naissantes et la période d'après la mise en œuvre de l'accord de libre-échange euro méditerranéen (1995). Différentes variables sont prises en compte telles que la structure industrielle, la croissance de l'emploi, la productivité totale des facteurs, les exportations, ou encore l'intensité capitalistique... Les résultats de l'analyse descriptive et ceux de l'analyse économétrique vont dans le sens de la mise en évidence d'un résultat récurrent : le démantèlement tarifaire n'a pas d'effet significatif sur la croissance dans le secteur manufacturier tunisien dans la période considérée. Cependant, nous relevons une baisse du rythme de croissance de la productivité totale des facteurs dans la seconde période, c'est-à-dire la période d'ouverture relative. Ces résultats s'expliquent principalement par l'existence de freins, de coûts d'ajustement élevés qui nuisent à la réallocation des facteurs de production et masquent les bénéfices de la libéralisation à court terme. L'une des leçons de ce résultat renvoie à la nécessité de conduire des recherches sur les institutions internes et les dynamiques endogènes.

De manière proche, dans leur article « *L'impact des investissements directs étrangers et du capital humain sur la productivité des industries manufacturières marocaines* », Jamal BOUOUIYOUR et Saïd TOUFIK se posent la question de l'impact des investissements directs étrangers (IDE) sur la productivité totale des facteurs des firmes locales pour 18 secteurs de l'industrie manufacturière marocaine sur la période 1987-1996. Les auteurs trouvent que l'ouverture commerciale et les IDE peuvent exercer un impact positif et significatif sur la productivité des firmes marocaines s'ils s'accompagnent du développement d'une main-d'œuvre qualifiée. Les IDE ont des retombées dans les secteurs de basse technologie en améliorant la productivité mais n'ont pas d'effets dans les secteurs de haute technologie. En effet comme dans beaucoup de pays en développement lorsque les IDE se font dans les secteurs de haute technologie, ils apparaissent plutôt comme des cathédrales dans le désert qui ne produisent pas de transfert technologique et managérial et n'ont pas d'effet d'entraînement sur le tissu productif local. Les auteurs retrouvent un résultat que des travaux récents ont mis en avant, selon lesquels les externalités technologiques dépendent de caractéristiques générales propres au pays hôte, à savoir son histoire ou sa culture, son capital humain, sa capacité technologique, ses institutions... C'est pourquoi il ne faut pas attendre des miracles de l'entrée de nombreux investissements directs étrangers si les changements internes demeurent marginaux. Les auteurs insistent, en effet, sur le fait qu'un pays comme le Maroc peut profiter d'externalités technologiques que favorise sa politique d'ouverture en termes de capital étranger à condition de développer le capital humain. Mais développer le capital humain passe par des réformes institutionnelles profondes aux différents niveaux de formation et d'éducation.

Slim DRISS, dans son article intitulé « *l'attractivité des investissements directs étrangers industriels en Tunisie* », pose une question différente concernant les IDE : qu'est-ce qui influence leur entrée en Tunisie dans les différents secteurs de l'industrie manufacturière ? Ce travail s'inscrit dans la lignée des modèles économétriques de type gravitationnel utilisés pour expliquer les échanges, les IDE et leurs déterminants. Les résultats montrent que la distance géographique et les différences entre les pays investisseurs et la Tunisie en termes de dotations factorielles et de disponibilité du facteur travail sont les facteurs les plus significatifs de l'attractivité de l'économie tunisienne. De ce point de vue, les auteurs tirent une conclusion optimiste selon laquelle les accords de libre-échange signés avec l'Union européenne contribuent à rendre attractive la Tunisie auprès des entreprises étrangères, principalement européennes. Mais l'examen éventuel de l'attractivité comparée de pays en développement concurrents, de la nature des IDE, de leur impact sectoriel peut conduire à réévaluer cette conclusion.

Une illustration plus fine de ces aspects sectoriels des investissements directs étrangers est fournie par l'analyse de l'industrie automobile, industrie modulaire connaissant une fragmentation internationale des processus productifs amenant les pays à se spécialiser dans des modules ou composants spécifiques de la filière, en particulier sous l'impulsion des stratégies de localisation des firmes multinationales. Jean-Bernard LAYAN et Yannick LUNG dans leur article intitulé « *les nouvelles configurations de l'espace automobile méditerranéen* » montrent que depuis la période d'ouverture des pays d'Europe Centrale et Orientale et leur intégration à l'Union européenne l'espace européen de l'automobile s'est fait au détriment des pays du Sud de l'Europe. Les pays du Sud de la Méditerranée semblent bénéficier des exportations préalables de composants automobiles assemblés dans les ateliers du Maroc ou de la Tunisie utilisant une main-d'œuvre peu qualifiée et abondante. Par ailleurs, les auteurs observent l'émergence d'un pôle turc devenu pour plusieurs firmes européennes une base pour la pénétration des marchés émergents, à l'est et au sud de l'espace méditerranéen. Dès lors, un espace méditerranéen de l'automobile semble dessiner une division du travail à l'échelle régionale, particulièrement façonnée par les constructeurs français et italiens, tout comme les groupes allemands structurent une division du travail avec l'Europe centrale.

En conclusion, ce volume vient particulièrement enrichir des travaux qu'a pu consacrer la revue Région et Développement aux pays sud méditerranéens, dans des numéros spéciaux notamment, depuis le n° 1-1995 sur l'économie marocaine en passant par le n° 19-2004 sur la libéralisation commerciale des économies du Sud de la Méditerranée.